Section internationale du PCF 4.9.1981

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

ACTUALITE DE LA REPRESSION EN TURQUIE ET DEMANDES DU PARTI COMMUNISTE DE TURQUIE

L'arrivée au pouvoir de la Junte militaire en Turquie, il y a tout juste un an, "pour rétablir l'ordre", a donné lieu à un renforcement de la répression. Dans la dernière période, des communistes ont été arrêtés et torturés. La presse réactionnaire d'Ankara fait état de 1 200 à 2 000 communistes emprisonné plus précisément en garde à vue. Le délai de garde à vue est de 90 jours, sans droit de visite de la famille ou d'avocats, sans communication d'information. Le P.C. de Turquie pense que les chiffres donnés par la presse soht exagérés mais qu'il y a effectivement des camarades arrêtés, notamment à Ankara et à Adana où les commandants de l'Etat de siège sont activement anticommunistes.

Le P.C. de Turquie ~~nous~~ nous fait deux demandes :

1. Il souhaite que cinq à six de ses dirigeants puissent trouver asile en France avec la perspective de retourner en Turquie dès que les possibilités existeront. Il s'agit notamment d'un dirigeant de l'Union de la Jeunesse Progressiste, de la Présidente de l'Union démocratique des Femmes, d'un membre du Bureau de la Confédération des syndicats DISK, du Président de la Fédération des travailleurs de la métallurgie.

Cela pose un certain nombre de problèmes concrets : entré en France, régularisation de leur situation (carte de séjour), habitation,... Ces problèmes peuvent être résolus - pour une par - avec la CGT qui entretient des rapports suivis avec la DISK.

./.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

2. Des procès vont avoir lieu, les premiers où des communistes, en tant que tels ou non, seront jugés. Le PCT souhaite que des avocats français y soient intéressés et, si possible, y participent comme observateurs. Cela peut avoir, selon eux, une grande influence, la Junte militaire étant très sensible aux pressions internationales et soucieuse d'une image de marque pseudo-démocratique.

PROPOSITIONS

1) Donner un accord de principe à l'hébergement de quelques dirigeants du PCT.

Trouver un camarade, discret et responsable susceptible de mener à bien ce travail au fur et à mesure que des informations plus précises nous seront données.

2) Examiner avec le Secours Populaire - qui s'est déclaré prêt à soutenir les démocrates de Turquie - et, éventuellement, avec les avocats communistes, la possibilité de mettre en place un petit collectif assurant la défense juridique des emprisonnés.

-o-

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI